

La dépression fait des ravages parmi les jeunes de 18 à 29 ans

Les problèmes de santé mentale, en constante augmentation, coûtent 5 % du produit intérieur brut belge chaque année. Réunis par le CSS, les experts estiment à l'unisson qu'il faut renforcer la prévention pour limiter au maximum la casse dans les années à venir.

ANNE-SOPHIE LEURQUIN

Un adulte sur quatre connaît des problèmes de santé mentale au cours de sa vie, a rappelé le Conseil supérieur de la santé (CSS) lors d'un colloque, fin mars. Un fardeau social et économique qui nécessite des réponses appropriées, *a fortiori* dans une période dite de « polycrise » où le risque de précarité s'ajoute à l'anxiété et aux problèmes de santé.

Selon l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économiques, les coûts liés à la santé mentale représentent 5 % du produit intérieur brut chaque année en Belgique, un des taux les plus élevés en Europe. Si le budget consacré à la santé mentale a quadruplé en 2021 (passant de 39 à 152 millions d'euros), des efforts restent à fournir, estime la professeure de psychologie Inez Germeys (KULeuven). Le remboursement des consultations a été augmenté et les soins de première ligne chez un psychologue ont été renforcés, mais ils restent encore méconnus de certains publics, en particulier les plus fragilisés.

« La recherche en santé mentale est chroniquement sous-financée en comparaison avec d'autres domaines de recherche », dénonce l'experte louvaniste. Or, rappelle-t-elle, ce sont 2,3 millions d'années de vie en bonne santé qui ont été perdues en 2018, dont un peu plus de la moitié ont été des années de vie en moins. La dépression (7,6 %) et l'abus d'alcool (6 %) réunis y contribuent davantage que les maladies cardiovasculaires (6,8 %) ou le cancer du poumon (6,6 %), souvent présentés comme les tueurs numéro 1.

Selon le dernier rapport Belhealth de l'institut Sciensano (dont un prochain



La part des jeunes de 18 à 29 ans souffrant de problèmes de dépression est en constante augmentation : elle est passée de 9 à 28 % pendant la pandémie.

© DR.

volet est attendu), 19 % des Belges présentent des symptômes d'anxiété et 17 % souffrent de dépression. Soit une augmentation de 40 % en cinq ans. Olivier Luminet, professeur de psychologie de la santé à l'UCLouvain et coprésident du groupe santé mentale du CSS, rappelle que cette détresse se répercute notamment en augmentation des incapacités de travail, dont le nombre dépasse désormais celui des chômeurs.

Un risque pour sept jeunes précarisés sur dix

Plus inquiétant encore, la part des jeunes de 18 à 29 ans souffrant de problèmes de dépression est en constante augmentation : elle est passée de 9 à 28 % pendant la pandémie. « Cela risque de poser un énorme problème pour le marché de l'emploi. Les jeunes sont non seulement plus impactés par les problèmes de santé mentale, mais ils montrent de moins en moins de motivation et d'intérêt pour le travail », alerte encore Olivier Luminet. La prévention est d'autant plus essentielle que 75 % des maladies mentales (hors démence) se manifestent dans la vingtaine et 50 % à partir de 14 ans, comme l'a montré une étude

épidémiologique parue dans la revue *Molecular Psychology*.

Les saccades de la crise économique impactent également la santé mentale et ici aussi, ce sont les jeunes qui sont les plus exposés. Selon l'OCDE, si 42 % des jeunes qui n'ont pas de difficultés financières risquent de tomber en dépression, ce chiffre monte à 70 % chez les plus précarisés. Pierre Smith, directeur de recherche en santé mentale (Sciensano) et collaborateur scientifique (UCLouvain), rappelle que le dernier coup de sonde de l'institut de santé publique montrait des niveaux d'inquiétude face aux crises en augmentation : 70 % des Belges sondés disaient craindre la hausse des coûts de l'énergie, 56 % les conséquences de la guerre en Ukraine et 39 % le bouleversement climatique.

Pour le professeur d'économie sociale David McDaid (London School of Economics), cette période de polycrise nécessite une réponse multisectorielle afin de faire face aux conséquences à long terme : « Le choc économique a des répercussions sur la santé mentale, c'est une évidence. Mais cela peut en outre s'étaler sur des années », a-t-il averti lors du colloque du CSS. Si l'inquiétude gagne globalement les mé-

nages, ce sont de nouveau les plus pauvres qui sont les plus exposés à l'angoisse de ne pas pouvoir joindre les deux bouts. Sans compter que la pauvreté énergétique a un impact sur les conditions de santé, rappelle David McDaid.

Cercle vicieux

Un cercle vicieux aux multiples répercussions, comme le chiffrait récemment une étude du centre de réflexion économique britannique CE-ER : le stress financier et les préoccupations des employés ont à eux seuls coûté aux entreprises britanniques jusqu'à 6,2 milliards de livres (environ 7 milliards d'euros) en arrêts maladie et en manque de productivité.

Ce gradient socio-économique exige des réponses appropriées, estime Jean Hindriks, président de l'Economic School of Louvain (UCLouvain). Présent lors d'une table ronde qui fermait le colloque du CSS, l'expert résumait ainsi l'équation : « Engager des moyens dans la santé mentale est le meilleur retour sur investissement qui soit, comme la lutte contre la mortalité infantile a permis d'allonger la durée de vie. »

Engager des moyens dans la santé mentale est le meilleur retour sur investissement qui soit

Jean Hindriks

Président de l'Economic School of Louvain



ITALIE

Silvio Berlusconi hospitalisé en soins intensifs à Milan



Des journalistes s'affairent devant l'hôpital. © AFP.

L'ex-chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi, octogénaire à la santé déclinante, a été admis mercredi en soins intensifs pour des problèmes cardiaques dans un hôpital de Milan (nord), où il a passé la nuit.

M. Berlusconi, 86 ans, se trouve dans une unité de chirurgie cardiaque à l'hôpital San Raffaele, a précisé à l'AFP une source de son entourage. Cet établissement, qui est situé dans la banlieue de la capitale lombarde, est l'un

des plus prestigieux d'Italie. « Il est en soins intensifs en raison d'un problème d'infection qui n'a pas été réglé. Mais il parle », a assuré le ministre des Affaires étrangères Antonio Tajani, l'un des principaux responsables de Forza Italia, le parti politique conservateur de M. Berlusconi membre de la coalition soutenant le gouvernement de Giorgia Meloni. « Courage Silvio », a lancé Giorgia Meloni à son allié sur Twitter, lui adressant également ses vœux « sincères et affectueux de rapide guérison ». Silvio Berlusconi a multiplié ces derniers temps les séjours en milieu hospitalier, le précédent remontant à la semaine dernière, officiellement pour des examens de contrôle. En avril 2021, le milliardaire avait été hospitalisé plus de trois semaines pour des « séquelles du covid » qu'il avait contracté en septembre 2020. Silvio Berlusconi a notamment subi une importante opération à cœur ouvert en 2016, puis une opération pour une occlusion intestinale au printemps 2019. AFP

SÉCHERESSE

Quasi-retour à la normale en Wallonie

Les abondantes pluies du mois de mars ont permis à l'indice « sécheresse » de l'IRM de se rapprocher de la normale, voire d'être au-dessus, a-t-on appris mercredi à l'issue d'une réunion entre les différents acteurs de l'eau en Wallonie. Ces précipitations ont également eu des effets positifs sur les cours d'eau et barrages-réservoirs car « on se situe largement au-dessus des quantités de précipitations moyennes habituelles pour un mois de mars ». BELGA

AÉRIEN

La nouvelle taxe sur les passagers rapporte, mais produit peu

Huit millions d'euros ! C'est ce que la nouvelle taxe fédérale sur les passagers aériens « montants » de Charleroi (ceux qui quittent l'aéroport) a rapporté à l'Etat en 2022. En réponse à une interpellation de Nicolas Tzanatos, membre de son propre parti (ça sent la question sur commande), le ministre wallon des Aéroports, Adrien Dolimont (MR), a commenté les impacts de ce nouveau prélèvement fédéral initialement créé pour lutter contre les vols « sauts de puce » (symboliquement notamment moins de 500 km) sur l'aéroport régional carolo. Dans sa réponse, le ministre wallon se montre un peu critique à l'égard de la taxe et, surtout, de son manque d'effet autre que financier (pour le fédéral). Après avoir rappelé que la Wallonie n'avait pas été consultée avant l'application de la nouvelle taxe, il souligne que la taxe pénalise les aéroports belges, donc wallons, par rapport à leurs concurrents voisins, que les vols de transit (uniquement à Bruxelles) sont exemptés, que l'efficacité de la taxe reste limitée puisque les vols de moins de 500 km au départ de la Belgique pèsent « 3 % de l'impact climatique de l'aviation passagers » et qu'il « déplore que son produit ne soit pas affecté à un projet environnemental défini et qu'il ne participe pas de la sorte à la décarbonation du secteur ». ÉRIC RENETTE

AÉRIEN

La justice n'autorise pas la réduction du nombre de vols à Schiphol

Un tribunal néerlandais s'est opposé mercredi au plan gouvernemental de réduire dès cette année le nombre de vols à l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol, l'un des plus grands hubs d'Europe, pour limiter les émissions et les nuisances sonores. De grandes compagnies aériennes, dont KLM, Delta et EasyJet, avaient saisi la justice en mars contre le gouvernement néerlandais, qui prévoyait de réduire le nombre de vols de 500.000 à 460.000 par an en 2023-2024. Le tribunal de Haarlem a jugé que l'exécutif « n'avait pas suivi la bonne procédure » et enfreint les règles de l'Union européenne sur la consultation des parties prenantes. « Cela signifie qu'en conséquence de cette décision, Schiphol ne peut pas réduire le nombre maximum de vols à 460.000 pour la saison à venir », a déclaré le tribunal dans un communiqué. AFP